



CDEN du 18.11.2025

Début : 18h10.

Présents : 1 UNSA ; 6 FSU ; 1 FO ; 1 SGEN

De nombreux absents à cause du congrès des maires.

Nouveau préfet : M. Sébastien Jallet.

DASEN : Mme Dominique Poglio.

Déclarations préalables :

– FSU :

Alors que la déclaration de la FSU aborde la taxe Zucman, intervention du préfet qui demande à ce que ce ne soit pas une tribune qui ne concerne pas l'Education nationale. 2^e interruption par le préfet pour la même raison. 3^e interruption avec menace de couper la prise de parole (« ce n'est pas l'assemblée nationale » ; « utilisez les canaux habituels pour évoquer ces sujets » ; « Bernard Arnault n'a rien à faire dans ce CDEN »).

– FNEC-FP-FO :

Par rapport à la loi de la décentralisation, le préfet demande des précisions pour savoir le sens de la question. Il semble ne pas être particulièrement au courant de ce changement dans l'organisation du CDEN.

Finalement, réponse après la lecture d'une autre déclaration préalable : Cet été, changement initié, pour renforcer l'échelon départemental dans la mise en œuvre de l'action publique. Pas de remise en cause des compétences des DASEN sur la gestion des personnels et l'action éducative. De même, les compétences du préfet ne s'étendent pas aux impôts, aux ARS... Il ne sera pas amené à évaluer la DASEN Mme Poglio.

Par rapport à la baisse des fonds départementaux dans les établissements ? Par rapport aux collégiens de Saint-Ulphace ? Pas de réponse des représentants du département.

– UNSA

– FAL (Fédération des Associations Laïques) : 120 ans de la loi de 1905. Différentes manifestations à ce titre.

– FCPE

A) Le premier degré

1) L'évolution des effectifs

Au total 49000 élèves au total (public/privé).

La part du privé baisse légèrement dans le total (15,95%).

Plusieurs années à venir avec une baisse des effectifs.

2) Moyens

Cela permet d'améliorer le taux d'encadrement des élèves : 5,93 en 2023 ; 6 en 2024 ; 6,07 professeurs pour 100 élèves. Ceci se vérifie aussi sur le E/C (élèves par classe) : en baisse constante depuis 10 ans. 20,62 élèves par classe (20,83 en 2024). Cela intègre les élèves qui bénéficient d'une inscription en ULIS.

Ouvertures / fermetures de classe à la rentrée 2025 : 16 implantations et 34 retraits.

Balance des postes : répartition des ressources :

	Besoins	Ressources
Enseignement préélémentaire et élémentaire	16	34
PAS	1	
Le remplacement (amélioration du taux d'efficacité depuis trois ans)	12	
Dotation rentrée 2025	5	
Total	34	34

Les chiffres du CDEN mentionnent la plupart du temps les moyens des écoles publiques, même si des encadrés du livret peuvent parfois mentionner le privé.

B) Le second degré

1) Effectifs

Baisse des effectifs. En 2014-2015, pour 100 élèves, nous en perdons environ 7 aujourd'hui.

6727 élèves dans le collège privé. Baisse de 1,1%.

Dans le public : 21169 élèves.

Baisse des effectifs dans les lycées généraux et technologiques. Volonté de trouver la meilleure filière pour chaque élève.

2) Moyens

Pour les moyens du second degré : - 3 ETP pour les collèges ; - 6 ETP pour les lycées.

Pour -243 élèves en moins.

FSU : page 5, on remarque une augmentation des écoles de 4 classes et moins. Inquiétude pour les petites écoles, dans les territoires ruraux.

Préfet : la baisse démographique concerne une bonne partie de la France.

FCPE : sur la voie professionnelle.

FSU : sur le E/C. Cela s'améliore mais de plus en plus de difficultés pour faire cours, cf. le nombre de fiches SST où les élèves éprouvent le cadre. Ces situations mettent à mal l'institution scolaire. Le E/C devrait améliorer l'ambiance de classe, mais il ne révèle pas la réalité du terrain. **Réponse du préfet : à propos de la sécurité dans les établissements, volonté de protéger les établissements. Sur le climat scolaire... les forces de sécurité sont très mobilisées !**

FSU : menaces de parents contre un collègue, qui a voulu porter plainte mais celle-ci n'a pas été reçue par les forces de l'ordre. Alors que toute plainte doit être prise en compte. **Mme Poglio** affirme un peu plus tard son soutien aux collègues victimes de ces situations et encourage effectivement à porter plainte.

FCPE : les résultats peu élevés au DNB pourraient s'expliquer par le nombre d'élèves par classe en 3^e ? **Mme Poglio** : les résultats sont corrects malgré des IPS plus bas que dans d'autres départements.

Ecart entre le nombre d'élèves en SEGPA p. 19 et le nombre indiqué p. 22 ?

C) Maîtrise des savoirs fondamentaux – Egalité – Bien-être

1) Les savoirs fondamentaux

Mise en place de 3 T.E.R. dans le département.

La réussite des élèves : les évaluations nationales donnent des indications, qui complètent leurs propres informations.

Pour les évaluations nationales, résultats positifs et encourageants en CP (les résultats de 2025 n'ont pas encore été communiqués).

Au CE1, progrès des élèves également, à poursuivre, dans un département plus défavorisé que les autres départements de l'académie.

En 2nde, nous sommes au-dessus des résultats nationaux.

Plan d'action spécifique :

L'éducation prioritaire avec des stages de réussite pendant les petites vacances, également l'été. (automne 574 stages ; 536 au printemps ; 621 en été).

Résultats du bac supérieurs à la moyenne nationale (pour le bac GT et pro).

2) L'égalité des chances

Augmentation importante (+67,2% par rapport à 2018) des élèves en situation de handicap. Prise en charge adaptée à chaque fois, pour chacun. Aucun élève n'est laissé de côté à cause de son handicap.

Des élèves ont une notification de la MDPH : augmentation de 91,1% depuis 2018 ; +20% en un an.

Concernant les AESH : un article du Monde présente la situation de la Sarthe à la rentrée 2025, mais c'était la situation à un instant T, le jour de la rentrée, quand le travail des services était encore en cours. Il y a des mouvements d'élèves / mouvements d'AESH. A ce jour 1255 AESH. Des moyens sont aussi donnés à la rentrée pour faire des recrutements. Aujourd'hui la situation n'est plus celle de l'article, plus de 8 élèves sur 10 bénéficient de l'accompagnement d'AESH.

Des demandes arrivent presque tous les jours. Il y a constamment un travail fait pour trouver le meilleur encadrement. Beaucoup de recrutements ces dernières semaines.

Préfet : pourquoi une augmentation du nombre de notifications ? **Mme Poglio :** la MDPH a sans doute fait un rattrapage de dossiers qui étaient en attente. Les parents connaissent de mieux en mieux cet accompagnement et peuvent en faire la demande, parfois alors que ce n'est pas le plus adapté à l'enfant.

FCPE : à propos de l'attribution des aides pour les enfants en situation de handicap, les mesures d'accompagnement étudiées en équipe permettent parfois de ne pas avoir besoin d'AESH. Le besoin d'AESH est acté à partir du moment où d'autres solutions ont été envisagées.

Les dispositifs ULIS :

1^{er} degré : 469 élèves

2nd degré : 547 élèves

Ouverture de 3 ULIS en collège public (Baker, Le Mans ; Loué et Arnage). Poursuite de ce travail à la rentrée prochaine.

Le PAS : 1 pré-configuration installée à La Ferté ; à Bouloire. Un binôme entend les équipes concernant les besoins des élèves : un bureau permet de recevoir les élèves. Volonté d'améliorer la rapidité de la réponse. Avant de mobiliser la MDPH, des réponses peuvent être possibles pour des situations connues dans les classes. C'est l'une des réponses face aux problèmes comportementaux de certains élèves. Volonté de généraliser les PAS en 2027.

3 cités-éducatives : pour conforter le rôle de l'école. Les 3 T.E.R. ont la même volonté de créer du lien sur un territoire éducatif : cela implique des personnels d'association, de mairies pour que tout le monde participe à l'éducation.

Pour la santé mentale : recrutement d'une référente santé-mentale. Renforcement du pôle bien-être.

Par rapport au harcèlement : dans le département, un référent premier degré ; un référent second degré. Deux équipes du département ont été reçues par l'Elysée suite à un concours contre le harcèlement.

Concours sur la laïcité, en lien avec l'anniversaire de la loi 1905 : volonté d'un appel à projet pour les établissements scolaires.

FSU : le nombre moyen d'élèves accompagnés par les AESH avec la mutualisation ?

Sur les fonds sociaux, p. 44, baisse importante, division des fonds par presque 2, pourquoi ? **Mme Poglio** : la DSDEN reçoit des fonds qu'elle distribue aux établissements. Les dotations sont parfois en lien avec la consommation. Quand des établissements veulent plus, la DSDEN peuvent les accompagner.

Sur les stages de réussite ? Sur quels moyens ? **Mme Poglio** : tous les moyens viennent des Pactes. **FSU** : le travail des RASED n'est pas mentionné dans le dossier. Les stages de réussite sont effectués par des enseignants qui n'ont pas de formation face aux difficultés scolaires. Quelles évaluations de ces dispositifs ? De retour en classe, on ne remarque pas particulièrement d'évolution des élèves qui ont participé à ces stages.

Des ouvertures prévues en Ulis premier degré / second degré ? Dans la Sarthe, il y a des zones très éloignées de l'Ulis la plus proche.

Y a-t-il des évaluations sur les évaluations nationales ? Par exemple en regardant la p. 31 et les progrès fulgurants des élèves entre deux années ? Peut-être qu'il y a un biais.

Pour les résultats du DNB, il faut de la prudence car l'écart avec les résultats académiques augmentent malheureusement. La répartition des élèves par classe peut avoir une incidence sur la baisse des résultats.

Pour l'accompagnement des élèves avec notification de la MDPH, il n'est pas acceptable qu'ils doivent attendre plusieurs mois après la rentrée pour en bénéficier.

2 ans pour l'attente d'une prise en charge du CMP.

Le préfet renvoie les réponses à ces questions par exemple au CSA.

FSU : ce sont des questions qui sont apparues avec le livret, après la date limite d'envoi des questions diverses.

Additif à la liste des DDEN

Loué ; Le Lude ; Crosnières.

Questions diverses :

Les procès-verbaux ne sont pas encore prêts. Ils seront transmis prochainement.

FSU :

- La balance des emplois : voir p. 13 du livret.
- Le nombre de démission / de rupture conventionnelle depuis la rentrée ? 1 démission d'une PES.
- Les Rased : tous les postes sont-ils pourvus ? par des contractuels ? Tous les postes sont pourvus. Formation de 6 enseignants. Parfois des absences de titulaires pour maladie, mais pas de possibilité de les remplacer à cause du profil de leur poste. Sur les postes E et G, 7 contractuels psychologues.
- Les postes d'assistants sociaux sont-ils pourvus ? Un poste non pourvu ; un second en janvier. Recrutement en cours de contractuels.

- sur les élèves à besoins spécifiques ? La MDPH notifie en fonction des besoins. 85% des élèves orientés vers l'ULIS dans le premier degré ; 81% dans le second degré. Parfois double notif SEGPA / ULIS mais des familles peuvent aussi refuser l'affectation en ULIS.
- sur la gestion des AESH : recrutement toujours en cours. 1255 AESH. Répartition primaire / secondaire difficile car périmètre mixte avec le PIAL.
- combien d'AESH ont quitté cet emploi ? 26 démissions ; 18 départs à la retraite. 60 nouveaux contrats signés depuis la rentrée 2025. + 8ETP reçus ; + 12 ETP concernant les temps méridiens.
- Ecole Garnier Pagès : report de la mesure à la rentrée prochaine. Groupe de travail.
- Visite de l'école de Bouloire : pas de visite faite en juin. Mais Mme Poglio ira dans l'année scolaire. Attention particulière pour cette école car c'est une mesure qui avait été levée. FSU : les collègues sur place craignaient une forme de désaveu.
- les partenaires culturels notamment dans le département ? 191 dans le département. Etalement des budgets Adage, reprise depuis septembre. Ce budget relève de l'Etat et de l'académie.
- conflits avec les familles ? Pas de données objectivées. Réponse systématique de la DSDEN, accompagnement lorsque la situation se présente. Le dépôt de plainte est systématiquement encouragé.
- les écoles de production ? le BO en reconnaît deux dans le département. USI-UP et garage école. Fonctionnement hors EN, mais avec le département et la région. Ce sont des co-financements qui ne sont pas accordés par la DSDEN.

FO :

- La plupart des réponses ont été apportées.
- Aucun recrutement de contractuels dans le premier degré à ce jour, mais un prévu en décembre.
- Les élèves en attente ITEP et IME ? Cela ne relève pas de l'EN mais de l'ARS, même si des réunions multi-partenaires existent. On ne sait pas combien d'élèves en attente sont scolarisés dans les établissements.

FCPE :

- par rapport aux arrêts de plus de 15 jours ? Remplacement étudié à partir de ce moment.
- le forfait de déplacement des élèves stagiaires ? Cela relève des établissements.
- suppression des postes d'enseignant pour l'année prochaine ? Pas de chiffre pour l'instant.
- sur le mal-être des enseignants ? Intérêt du ministre pour cette question. Les fiches SST font toujours l'objet d'une réponse. Deux assistantes sociales pour les personnels. Un médecin du travail ; réseau pass MGEN qui permet d'évoquer des situations particulières.
- le vivier de remplacement du premier degré ? p. 13 dans le livret.

Réponses M. Triffaut, vice-président du Conseil départemental, répond à des questions diverses qui concernent le département :

- Difficultés sur les cycles de natation : le département investit, finance l'accès aux piscines (10 séances par division de 6°). Convention signée avec certaines communes (à ce jour, sauf Le Mans métropole) mais accès toujours gratuit des collèves du Mans aux piscines.

Recherche d'une convention en fonction des contraintes collectives. Le département se concentre sur les 6° quand souhaite Le Mans métropole d'ouvrir aux autres niveaux. (?)

– Plan collèges performants, pour faire face par exemple aux canicules. Beaucoup de projets livrés (Navarre, Belon, La Ferté, La Chartre, Le Petit Versailles, Loué). Etude d'autres projets : Berthelot, le Lude. 35 collèges sur 56 sont ciblés pour recevoir des travaux de rénovations énergétiques. 256 millions d'euros investis sur les dix prochaines années.

– y a-t-il une réflexion menée sur la santé des élèves dont l'établissement est situé directement à proximité de zones cultivées ? Le service environnement identifie les parcelles à risque. Des distances de sécurité existent pour les traitements phyto. Des référents entretiennent des liens avec les producteurs. Pas de fait d'exposition d'élèves sur des parcelles.

– la loi égalim : les collèges atteignent-ils les objectifs ? Non, effort en ce sens. Les 80% de produits locaux dans les assiettes restent l'objectif. Développement en 2023 d'un outil numérique (base de données, de référencement) pour les chefs afin de trouver des produits de qualité. 25% de produits bio. Ouverture de 8 postes d'agents de chef référent (5 pourvus à ce jour).

– sur les 15 années à venir, comment gérer la baisse démographique ? Cela fait l'objet de réflexions sur la sectorisation. Recherche du bon sens, pas seulement recours à l'outil statistique. Quelques collèges avec moins de 200 élèves. Volonté d'une approche pour maintenir les équilibres. Il n'est pas question de fermeture de collège. Il faut maintenir le bon niveau de service pour donner la chance aux élèves de réussir. Effort de certaines communes : engagement d'une réflexion par exemple avec la réunion de deux écoles au val de la Hune.

Fin : 20h50.